

## **L'Allemagne après l'échec du projet de coalition gouvernementale dit « jamaïque »**

mercredi 22 novembre 2017, par [KELLNER Manuel](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2017).

Pour comprendre en quelle mesure l'échec des pourparlers exploratoires préparant des négociations pour une coalition dite « Jamaïque » reflète une crise de représentation politique en Allemagne, il est utile de revenir sur les résultats des élections fédérales allemandes du 24 septembre.

Ces élections avaient produit un affaiblissement spectaculaire des partis de la « grande coalition » de la CDU/CSU (Union des chrétiens démocrates et Union des chrétiens sociaux de Bavière) et du SPD social-démocrate, surtout au profit de l'AfD (Alternative pour l'Allemagne, parti de droite du genre FN, arrivant à 12,6% des voix et 94 mandats) et du FDP libéral.

Avec 65 mandats en moins de la CDU/CSU et dix en moins du SPD, les partis de cette coalition dirigée par la chancelière Angela Merkel auraient pu continuer à gouverner ensemble avec une majorité réduite au Bundestag. Mais après les élections, le candidat en tête du SPD Martin Schulz, suivi par la direction de son parti, avait déclaré que le SPD ne participerait certainement plus à cette « grande coalition ». La raison qu'il donnait était que l'électorat avait clairement rejeté cela. Il semble clair que le SPD, réduit à 20.5% des voix, craigne surtout qu'avec son rôle de partenaire junior au gouvernement il risque encore plus d'érosion de son électorat.

Avec seulement 289 des 709 mandats au Bundestag, une coalition dite « rouge-rouge-verte » était exclue d'office, tout comme une coalition « noire-jaune » de la CDU/CSU et du FDP ou « noire-verte » de la CDU/CSU et des Grünen. C'est pourquoi il ne restait plus que le projet d'une coalition « noire-jaune-verte » (donc « Jamaïque ») de la CDU/CSU, du FDP (80 mandats) et des Verts (67 mandats).

Après des semaines de pourparlers exploratoires entre ces partis, la nuit du 19 au 20 novembre, Christian Lindner, chef du FDP libéral, prépare une grande surprise au public en déclarant le retrait de son parti. Les raisons qu'il donne sont assez surprenantes aussi : les pourparlers n'auraient pas abouti au tournant nécessaire dans l'éducation, en matière de baisse d'impôts, d'économie de marché et d'une immigration réglementée. Le FDP n'étant pas prêt à marchander ses principes, il valait mieux de « ne pas gouverner au lieu de gouverner d'une manière fautive ».

Voilà qui met la politique établie allemande dans de beaux draps. Que faire ? Est-ce que le SPD, pour « raison d'Etat » se résignera quand-même encore à la continuation de la « grande coalition » ? Est-ce que Angela Merkel va être la chancelière d'un gouvernement minoritaire (avec soit le FDP, soit les Verts) ? Ou y-aura-t-il une répétition des élections fédérales dans quelques semaines - profitant peut-être encore à l'AfD ?

On ne peut pas savoir. Mais une chose est claire : Puisque tous les autres partis sont d'accord sur le fonds pour une politique antisociale, guerrière et écologiquement irresponsable, il faudra que le parti Die Linke (La Gauche, 9,2% des voix et 69 sièges au Bundestag) se démarque bien clairement des autres, développe une démarche anticapitaliste radicale et s'investisse dans la construction des mouvements extra-parlementaires pour des solutions solidaires et émancipatrices.

**Manuel Kellner**

---

---

**P.-S.**

\* Manuel Kellner est rédacteur du Sozialistische Zeitung/SoZ et de la Internationale Sozialistische Organisation (ISO), section de la IV<sup>e</sup> Internationale en Allemagne